

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité Administrative
place Bonet
CS40020
61013 Alençon

Alençon,, le 02/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOPARCO

Le Musset

CONDE SUR HUISNE

61110 Sablons Sur Huisne

Références : UBDEO/ERC/24/134

Code AIOT : 0005302358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement SOPARCO implanté Le Musset CONDE SUR HUISNE 61110 Sablons sur Huisne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été initiée dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées de la DREAL NORMANDIE visant les installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPARCO

- Le Musset CONDE SUR HUISNE 61110 Sablons sur Huisne
- Code AIOT : 0005302358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOPARCO fabrique des contenants en plastique pour l'horticulture.

Le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2661-1 (transformation de polymères en plastique par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression) et à enregistrement pour les rubriques 2661-2, 2662-2 et 2663-2.

Administrativement, la société SOPARCO dispose :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 août 1999,
- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2017.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	6 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	6 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte la fréquence annuelle du contrôle périodique de ses installations électriques.

Un plan d'action est mis en place pour remédier aux observations émises.

L'exploitant veillera à mettre à jour son plan d'action régulièrement.

Les nombreuses limites d'intervention ne garantissent plus le caractère complet du contrôle des installations électriques et donc, par voie de conséquence, les conclusions des Q18 ne sont plus représentatives de l'état de l'ensemble des installations électriques du site.

Par conséquent, il est demandé à l'exploitant d'analyser la pertinence de chaque limite d'intervention et d'y remédier avant la prochaine vérification périodique qui est à réaliser sous 6 mois.

L'inspection invite l'exploitant à préparer la venue de ses prestataires en fournissant l'entièreté des documents demandés et à effectuer une meilleure lecture des rapports pour éviter et/ou répondre aux limites d'intervention.

Il est également demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de faire réaliser le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) sur les données de son zonage ATEX et de procéder à un audit d'adéquation des installations électriques vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.

L'inspection a noté lors de la visite du site la présence de poussières de matière plastique. Il est demandé à l'exploitant de veiller à réaliser des nettoyages réguliers, notamment dans les zones ATEX recensées dans son rapport APAVE afin de prévenir les risques d'explosion par présence excessive de poussière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail en amont de l'inspection les rapports annuels de vérification périodique des installations électriques des années 2022 et 2023 dont, pour l'année 2023 : - Le rapport réalisé par la société APAVE (référence 1327048-06-2 du 31/08/2023) sur la période

<p>d'intervention du 21/08/2023 au 22/08/2023 concernant le TGBT et les Tableaux divisionnaires testés lors de l'arrêt de production du mois d'août,</p> <p>- Le rapport réalisé par la société APAVE (référence 2303710-001-1 du 10/11/2023) sur la période d'intervention du 02/11/2023 au 09/11/2023 concernant l'ensemble de l'établissement (en dehors du TGBT et des Tableaux divisionnaires) et ce, sans arrêt de la production.</p> <p>Pour 2022, le contrôle à l'arrêt en août est daté du 05/09/22 et celui d'octobre est daté du 18/10/22 par conséquent la fréquence annuelle est respectée.</p> <p>L'exploitant fait effectuer une recherche des points chauds par thermographie infrarouge.</p> <p>En termes de pratique, l'exploitant indique que l'opérateur est accompagné durant toute la période de contrôle par un technicien qui, dans la mesure du possible, procède immédiatement aux réparations.</p> <p>L'exploitant a également présenté en séance les comptes-rendus de vérification périodique Q18 établis par la société APAVE pour 2022 et 2023.</p> <p>L'exploitant respecte les fréquences de contrôle. Ce point n'appelle donc pas d'observations de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les <u>rapports de vérification périodique du 31/08/23 et du 10/11/23 établis par l'APAVE</u> comportent des limites d'intervention.</p> <p>Ces limites d'intervention portent notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les documents nécessaires à la vérification : l'APAVE précise qu'elle n'a pas été destinataire, par exemple, du plan des locaux à risques particuliers d'influences externes, des rapports de vérifications initiales, de la liste des installations de sécurité et effectif maximal des locaux ou bâtiments, - les limites d'interventions générales : à savoir,

La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée.

Les matériels et les installations déclarés hors service ou en dépôt "non alimentés" n'ont pas inspectés.

L'adéquation des armoires électriques des machines CE n'a pu être établie en l'absence de dossier de conformité.

Les diverses protections issues des canalis n'ont pu être vérifiées en raison de démontages à effectuer et à la continuité de service des différentes machines, de ce fait il n'est pas possible de valider les protections magnétothermiques.

Faute de notes de calculs des installations électriques, les intensités de court-circuit aux différents niveaux de la distribution ainsi que les intensités admissibles des diverses canalisations électriques ne sont connues que partiellement.

En l'absence de mise à disposition d'accès sécurisé, l'APAVE n'a pas pu procéder à la vérification ou aux relevés des caractéristiques des matériels et tableaux de distribution identifiés comme "inaccessibles" dans la liste précisée dans son rapport.

En l'absence de plans de zone à risques particuliers d'influences externes, le classement des locaux a été réalisé suivant le guide UTE C15-103.

Les mesures d'isolement n'ont pas été réalisées sur l'appareillage listé non relié à la terre et sur les circuits notés « Non Mesuré » dans le rapport car impossible sans démontage.

Sur déclaration, le site ne dispose pas de locaux à risque d'explosion.

L'impédance de court-circuit sur le transformateur T1 au poste 3 n'est pas renseignée sur la fiche signalétique.

Caractéristique et régime de neutre non vu sur le transformateur de la ligne 43.

- des limites d'**interventions particulières** qui sont listées dans chacun des 2 rapports qui portent entre autres sur des armoires électriques qui n'ont pas été contrôlées, car leur accès est rendu inaccessible soit car l'ouverture est asservie à la mise hors tension, à un accès difficile ou nécessite une clé de 6 pans sur le côté.

L'exploitant déclare en séance qu'en aucun cas l'opérateur de la société APAVE lui a fait connaître au cours de sa mission que des éléments maquant ne lui permettaient pas de faire son contrôle dans les règles de l'art.

Il est précisé dans les 2 certificats Q18 relatifs, respectivement, au contrôle d'août et de novembre qu'étant donné les limites d'interventions, la vérification a consisté en une vérification partielle des installations.

Suite à l'analyse des documents, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur les limites d'intervention qui ne garantissent plus le caractère complet du contrôle des installations électriques.

Par voie de conséquence, les conclusions du Q18 ne sont plus représentatives de l'état de l'ensemble des installations électriques du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'analyser la pertinence de chaque limite d'intervention et d'y remédier avant la prochaine vérification périodique qui devra être à réaliser sous 6 mois au plus tard.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de vérification périodique des installations électriques de 2023 font état des observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 13 pour le contrôle d'août du TGBT et des Tableaux divisionnaires avec le site à l'arrêt dont 1 observation (Poste HTA/BT 2 - Tableau : ARMOIRE TGBT T3 POSTE 2 - Q20 Extrudeuse 41 NS1000N-1000A (N1/2) - (2023) - La protection complémentaire par dispositif différentiel à courant résiduel des circuits terminaux de ce local à danger d'incendie n'est pas correctement assurée) est reprise dans le Q18 qui conclue donc à la possibilité de risques d'incendie et d'explosion, - 22 pour le contrôle de novembre sur le reste des installations avec le site en exploitation dont aucune observation n'est reprise dans le Q18 respectif qui conclut donc que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. <p>Questionné par l'inspection, l'exploitant a présenté son plan d'action qui est réalisé informatiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaque action fait l'objet d'un suivi précis avec notamment la date du devis, de la commande, de la livraison du matériel et la date de réparation, - chaque action est priorisée selon sa mention ou non dans le Certificat Q18. <p>D'après le plan d'action, l'exploitant n'avait pas fait réaliser les travaux concernant l'observation mentionnée dans le Certificat Q18 d'août.</p> <p>Néanmoins en séance, l'exploitant a précisé que les travaux étaient réalisés.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant dispose d'un plan d'action mais il nécessite d'être régulièrement mis à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Questionné par l'inspection, l'exploitant a présenté en séance, son document de Définition des Zones à Risques d'Explosion établi par l'APAVE et référencé 18246869/PR0038.</p> <p>Par contre, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) ni la bonne adéquation des installations électriques vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.</p> <p>Suite à l'élaboration de ce zonage, il convient donc de s'approprier les zones à risque d'explosion en élaborant le DRPCE ainsi que l'audit d'adéquation des installations vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.</p> <p>Ces documents seront à fournir au contrôleur lors des prochaines vérifications périodiques des installations électriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de mettre à jour le DRPCE sur les données actualisées du zonage de ATEX et de procéder à un audit d'adéquation des installations vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue sur site au droit de l'observation reprise dans le Q18 d'août issue du contrôle du TGBT et des Tableaux divisionnaires, à savoir « Poste HTA/BT 2 - Tableau : ARMOIRE</p>

TGBT T3 POSTE 2 - Q20 Extrudeuse 41 NS1000N-1000A (N1/2) - (2023) - La protection complémentaire par dispositif différentiel à courant résiduel des circuits terminaux de ce local à danger d'incendie n'est pas correctement assurée : installer une protection par dispositif de seuil au plus égal à 300 mA » : il a été visualisé le curseur sur 300 mA.

De façon plus générale, l'inspection a noté la présence de poussières de matière plastique sur les installations, il est demandé à l'exploitant de veiller à réaliser des nettoyages réguliers, notamment dans les zones ATEX recensées dans son rapport APAVE afin de prévenir les risques d'explosion par présence excessive de poussière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois